

# Plateforme observation sociale et médico-sociale

## Pays de la Loire

Lettre électronique n° 2 - février 2014

### LA VIE DE LA PLATEFORME

#### COMPTE-RENDU DE LA CONFERENCE DES PARTENAIRES DU 19 NOVEMBRE 2013

La conférence des partenaires a permis de dresser le bilan de la première année de fonctionnement de la plateforme qui regroupe fin 2013, 27 organisations membres. Le compte-rendu de la conférence (sur le [site de la DRJSCS](#) - Plateforme) présente notamment le fruit des travaux des deux groupes de travail techniques, plusieurs travaux d'observation de membres de la plateforme, les perspectives de la plateforme pour 2014 et le compte rendu des présentations sur le non-recours aux droits sociaux : conférence de Philippe Warin et table-ronde sur l'expérimentation en Loire Atlantique.

#### PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE

Pour son volet observation, le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, engagé par le gouvernement en 2013, constituera un axe de travail majeur de la plateforme en 2014. Ce plan comporte 61 mesures regroupées selon 7 thèmes : Amélioration et effectivité des droits, Emploi et travail, Logement, hébergement, Santé, Famille et enfance, Inclusion bancaire et désendettement, Gouvernance des politiques. François Chérèque a été missionné en 2013 pour évaluer la 1<sup>ère</sup> année de mise en œuvre de ce plan. Son [rapport](#) a été remis au chef de l'Etat le 23 janvier 2014.

L'Insee Pays de la Loire a répertorié un grand nombre de données relatives à la pauvreté, disponibles pour la majorité sur Insee.fr : [liste \(14 pages\)](#)

#### COMITE TECHNIQUE

Les prochaines réunions du comité technique auront lieu à 14h30 les 8 avril et 16 septembre.

#### GROUPE DE TRAVAIL ACCES AUX DONNEES

La dernière réunion du groupe de travail Accès aux données (27 novembre 2013) portait sur l'observation des données de la protection de l'enfance. Elle a permis de porter à connaissance l'existence d'un groupe de travail interrégional concernant 8 départements dont les 5 des Pays de la Loire, créé en 2011, à l'initiative du Conseil général du Maine et Loire. Ce groupe travaille à l'harmonisation des concepts et des indicateurs sur le champ de la protection de l'enfance. Ses travaux sont pour le moment à diffusion restreinte.

Les prochaines réunions du groupe de travail Accès aux données auront lieu à 9h30 les 18 mars et 3 juin, sur le thème des modalités pratiques d'amélioration du partage des données entre les membres.

#### GROUPE DE TRAVAIL LOGEMENT – HEBERGEMENT

La dernière réunion du groupe de travail Logement hébergement (22 janvier 2014) portait sur l'infocentre du suivi Dalo (DREAL) et le suivi de cohorte de personnes hébergées par le 115 en Loire Atlantique (DDCS 44 et SIAO 44). La DRJSCS a également fait le point sur les diagnostics 360-Logement et sur le Plan Pauvreté.

Les prochaines réunions auront lieu à 14h30 les 23 avril, 2 juillet et 16 octobre.

## VEILLE DOCUMENTAIRE

### Cohésion sociale

#### Les personnes en difficulté à l'écrit : des profils régionaux variés

Insee, Haute-Normandie, n° 1475, novembre 2013

*L'enquête sur l'usage de l'information dans la vie quotidienne, réalisée en 2011, apporte des résultats régionaux pour cinq régions de France métropolitaine (Haute-Normandie, Île-de-France, Nord - Pas-de-Calais, Picardie et Provence - Alpes - Côte d'Azur). Si la fréquence des situations préoccupantes à l'écrit varie relativement peu d'une région à l'autre, les profils des personnes en difficulté à l'écrit apparaissent néanmoins bien différents. En Île-de-France, c'est l'immigration récente qui en explique une partie. En Picardie, ce sont les hommes qui sont particulièrement touchés. En Haute-Normandie, le niveau d'études a moins d'impact sur la compréhension écrite. En Nord - Pas-de-Calais et en Provence - Alpes - Côte d'Azur, le fort poids du chômage est en partie cause et conséquence des difficultés face à l'écrit.*

#### L'état de la pauvreté en France

Notes de l'Observatoire des inégalités, n°1, octobre 2013

*Note de synthèse donnant des éléments sur les différentes approches pour mesurer la pauvreté, évaluer l'évolution du nombre de personnes concernées et dressant un état des lieux de la pauvreté en France.*

#### Territoires : où vivent les pauvres ?

Centre d'observation de la société, septembre 2013

*57 % des personnes pauvres vivent dans des agglomérations de plus de 50 000 habitants, mais le taux de pauvreté est le plus élevé (18 %) dans celles de 100 à 200 000 habitants, selon les données 2010 de l'Insee.*

#### Les taux de pauvreté des 100 plus grandes communes de France

Compas études, janvier 2014, 4 pages

*Les taux de pauvreté des 100 plus grandes communes de France s'échelonnent de 7 à 45 % et montrent les écarts qui structurent la France des grandes villes. Dans les trois plus grandes communes de France, Paris, Lyon et Marseille, les taux moyens masquent des inégalités considérables : dans certains arrondissements, les taux de pauvreté dépassent 40 %.*

#### Les niveaux de vie en 2011

Insee première n° 1464, septembre 2013, Division revenus et patrimoine des ménages, 4 pages

*Selon l'enquête Revenus fiscaux et sociaux de l'Insee, le niveau de vie des plus modestes en 2011 diminue pour la troisième année consécutive, la hausse des inégalités se poursuit, le taux de pauvreté continue d'augmenter mais plus modérément qu'en 2010. Ce sont les chômeurs et les jeunes adultes qui sont le plus touchés par cette hausse. 8,7 millions de personnes soit 14,3% de la population vivent avec moins de 977 euros par mois.*

#### Accès aux soins de premier recours dans les Pays de la Loire : renforcer l'offre dans les territoires fragiles

Insee et ARS Pays de la Loire, janvier 2014, 4 pages

*Avec 23 professionnels libéraux pour 10 000 habitants, la couverture en soins de premier recours apparaît plus faible dans les Pays de la Loire qu'ailleurs en métropole. Cette position résulte de grandes disparités infrarégionales, notamment entre le nord et le reste de la région. La morphologie du territoire et la géographie permettent toutefois à une large majorité des habitants des Pays de la Loire d'être à moins de 10 minutes d'un médecin généraliste, d'un dentiste ou d'un kinésithérapeute. La situation s'avère plus contrastée pour les ophtalmologistes et les psychiatres libéraux, davantage implantés dans les agglomérations. Si les tendances se poursuivaient, la position relative de la région pourrait s'améliorer. Mais, dans certains territoires où le manque d'attractivité se conjugue au fort vieillissement de leur population, l'accès aux soins pourrait s'avérer un enjeu de plus en plus patent.*

#### Les personnes en situation de handicap en 2012 en Loire Atlantique

Conseil général de Loire Atlantique, Repères n° 12, octobre 2013, 4 pages

*Le Département a élaboré en 2009, en lien avec ses partenaires, son plan d'actions pour 5 ans en faveur des personnes en situation de handicap. Construire une démarche pérenne d'observation constitue un enjeu fort de ce schéma, avec la mise en place d'un observatoire partenarial des personnes en situation de handicap. Le partage et la diffusion de la connaissance sur la situation de ces personnes et de leurs besoins sont essentiels afin d'ajuster les actions en leur faveur. Ce Repères rassemble les principaux chiffres concernant les personnes en situation de handicap en Loire-Atlantique pour l'année 2012.*

## Les chiffres-clés du Sport en Pays de la Loire

DRJSCS Pays de la Loire en partenariat avec le Conseil Régional, le Cros et le Creps de la région Pays de la Loire, édition 2013

*Document dressant un état des lieux chiffré du sport dans la région en sept parties : la pratique sportive, les financements, le haut niveau et l'accès au haut niveau, la prévention et la lutte contre le dopage, l'approche de l'emploi sportif dans les Pays de la Loire, le recensement des équipements sportifs et les politiques publiques.*

## Evaluation de la 1ère année de mise en oeuvre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale

Rapport Igas, F Chérèque et Simon Vanackere, janvier 2014

*Le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale a été adopté en Comité interministériel de lutte contre les exclusions (Cile) le 21 janvier 2013. Ce plan se structure en 3 axes complémentaires : le premier met l'accent sur la prévention, le deuxième sur les actions d'accompagnement et d'insertion, et le troisième est consacré aux questions de gouvernance des politiques de solidarité. L'évaluation du suivi de la mise en oeuvre de ce plan a été confiée à l'Igas : le présent rapport dresse un premier bilan d'étape après une année de mise en oeuvre.*

## **Emploi, Formation**

### Les associations du secteur sanitaire et social en Pays de la Loire

Etude "Recherches et solidarités", Uniopss, Association des régions de France, Caisse des Dépôts, novembre 2013

*Connaît-on bien l'importance du secteur associatif sanitaire et social dans la région ? Les associations ne sont pas les seules à intervenir dans ce domaine, mais elles sont essentielles : présentes au plus fin du territoire, jusque dans les quartiers sensibles et jusque dans les plus petits villages, elles apportent un lien social incomparable, un soutien et des services indispensables. Elles mobilisent de très nombreux bénévoles et sont aussi porteuses de nombreux emplois.*

### Depuis 20 ans un "effet Pays de la Loire" dope l'emploi

Insee Pays de la Loire, décembre 2013, "Faits et Chiffres" n° 483

*De fin 1989 à fin 2012, l'emploi salarié progresse à un rythme particulièrement dynamique dans les Pays de la Loire, malgré un tissu productif plus tourné vers l'industrie qu'ailleurs en métropole. La croissance de l'emploi y est l'une des deux plus fortes des régions françaises au cours des années 1990 et reste dans le peloton de tête dans la décennie suivante. L'emploi est plus dynamique que sur le reste du territoire métropolitain quel que soit le secteur observé. L'attractivité démographique et économique de la région engendre un « effet géographique » positif pour la plupart de ses territoires, qui concourt au développement de l'emploi. Toutefois, certains bassins situés dans le nord et l'est de la région connaissent une situation plus délicate, tandis que la Vendée et la Loire-Atlantique poursuivent une dynamique supérieure à la tendance nationale.*

### Les territoires des Pays de la Loire face aux mutations économiques

Insee Pays de la Loire, novembre 2013, Etude n° 122

*Face aux mutations économiques résultant de crises soudaines, les territoires ne disposent pas des mêmes atouts ni des mêmes fragilités. Si, dans son ensemble, la région des Pays de la Loire possède un tissu productif varié lui permettant de faire face aux aléas conjoncturels sur une activité donnée, ce n'est pas le cas de toutes les zones d'emploi qui la composent. Ainsi, celles de La Flèche, Segré, Ancenis et Cholet, dont l'emploi repose sur des activités industrielles en difficulté, ont été fortement impactées par la crise depuis 2008. En revanche, celles des grandes métropoles sont moins exposées, du fait de la diversité de leurs activités et de la présence de secteurs porteurs.*

### Les emplois d'avenir en Pays de la Loire : données départementales à fin octobre 2013, 6 pages

données régionales et nationales, 10 pages

Directe Pays de la Loire, Préfecture de région, CREFP du 20 novembre 2013

*2 531 emplois d'avenir ont été signés entre 2012 et 2013 dans le secteur non marchand dans les Pays de la Loire. 346 ont été signés dans le secteur marchand. Alors que le taux de réalisation par rapport à l'objectif fixé atteint 80,11 % en moyenne en France, il n'est que de 72,27 % dans la région. Dans la région, les employeurs sont à 40 % des collectivités territoriales et à 28 % des associations. 40 % dépendent du secteur public et 26,5 % du secteur médico-social. Pour développer les emplois d'avenir, plusieurs conventions régionales, déclinaisons des conventions nationales, ont été signées : dans le médico-social, dans le sport, dans l'animation et les loisirs et dans l'aide à domicile.*

### D'ici 2020, 7 000 à 11 000 emplois à créer pour accompagner la dépendance dans les Pays de la Loire

Insee et ARS Pays de la Loire, janvier 2014, 4 pages

*Accompagner 12 000 personnes âgées dépendantes supplémentaires dans les Pays de la Loire d'ici 2020, c'est le défi auquel doivent faire face les acteurs concernés. Cette augmentation entraînera un besoin accru d'aïdants professionnels. D'ici 2020, entre 7 300 et 11 000 emplois supplémentaires du secteur social et médico-social s'avèreraient ainsi*

nécessaires. La majorité d'entre eux seraient des emplois à domicile, mais leur ampleur relèvera du degré de prise en charge de la dépendance en institution. En particulier, les besoins de personnel d'aide à domicile oscilleraient entre 4 200 et 6 100 emplois. La capacité de la collectivité à générer une offre suffisante de ces emplois se pose avec acuité, d'autant que les conditions de travail y sont spécifiques. Face aux transformations de la vie familiale, le renforcement du soutien des aidants familiaux constitue un autre enjeu.

### Trajectoires professionnelles et de santé et sorties définitives de l'emploi avant 60 ans

« Dossier Solidarités Santé », Drees n° 45, octobre 2013, 36 pages

A partir de l'enquête Santé et itinéraire professionnel 2010, ce dossier vise à mieux identifier le caractère interactif et dynamique des mécanismes à l'oeuvre entre trajectoires professionnelles, expositions aux pénibilités, évolution de l'état de santé et sortie de l'emploi. Une première approche porte sur une analyse descriptive des trajectoires professionnelles des personnes sorties définitivement de l'emploi avant 60 ans, une seconde met à jour de grands types de trajectoires professionnelles entre 15 et 49 ans pour ensuite analyser les comportements des personnes concernées en matière d'âge et de modalités de sortie de l'emploi.

### La croissance continue de l'activité réduite recouvre des réalités et des publics différents

Unédic, « Eclairages » - Etudes et analyses, n°6, octobre 2013, 8 pages

Cette étude s'inscrit dans un ensemble de travaux engagés par l'Unédic sur le dispositif d'activité réduite depuis 1995, renforce la connaissance de ses bénéficiaires et de leurs trajectoires. Le recours à l'activité réduite a augmenté de 34 % entre 2008 et 2011, principalement parmi les seniors et les femmes. Cette expansion traduit l'augmentation des contrats courts et du recours au temps partiel. L'activité réduite reflète ainsi les évolutions du marché du travail des vingt dernières années.

### Evaluation partenariale de la politique de formation professionnelle des demandeurs d'emploi (Modernisation de l'action publique)

IGAS, septembre 2013, 360 pages

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social a saisi l'IGAS d'une mission d'évaluation de la politique de la formation professionnelle des demandeurs d'emploi. La mission a bâti son diagnostic de la situation autour de quatre questions structurant le parcours de formation des demandeurs d'emploi, ses finalités, ses modes opératoires et son mode de gouvernance. A quoi sert la formation ? Les parcours d'accès à la formation : comment les fluidifier ? Financement et compétences : comment simplifier le paysage institutionnel et les dispositifs associés ? Les organismes de formation : comment améliorer la qualité et favoriser les entrées-sorties permanentes ? Pour améliorer et accroître la formation des demandeurs d'emploi, la mission présente 30 propositions axées autour des quatre thèmes transversaux suivants : introduire davantage de souplesse pour mieux répondre aux besoins des demandeurs d'emploi ; améliorer la qualité du service tout au long du parcours du demandeur d'emploi ; apporter les simplifications nécessaires à la lisibilité des démarches et des dispositifs ; responsabiliser chaque acteur et redéfinir la gouvernance globale.

## Enfance, Jeunesse, Famille

### Jeunes des Pays de la Loire : une autonomie précoce mais des revenus plus faibles

Insee Pays de la Loire en partenariat avec la DRJSCS - Étude n°123, novembre 2013

Dans les Pays de la Loire, près de la moitié des jeunes de 15 à 29 ans non scolarisés sont autonomes. Bénéficiant d'un accès plus facile à l'emploi dans la région, ils entrent plus rapidement dans la vie adulte qu'en moyenne nationale : sur dix jeunes non scolarisés, huit ont un emploi contre sept au niveau national. Après des études courtes, ils s'insèrent aussi sur le marché du travail et quittent le domicile familial plus tôt. Cependant, cet accès à l'emploi s'accompagne de revenus plus faibles qu'en moyenne nationale. Même avec un emploi, un jeune sur six vit encore au domicile parental.

### Les chiffres clés de la protection de l'enfance en Loire-Atlantique

Conseil Général de Loire Atlantique, Direction de l'Observation et de la prospective, "Repères", social, n° 11, octobre 2013

En 2012, près de 5 000 enfants ont fait l'objet d'une prestation d'aide sociale à l'enfance en Loire-Atlantique. Ils sont 9 % de plus qu'en 2008 et représentent 1,4 % des jeunes de moins de 21 ans du département. Les prestations sont mises en oeuvre pour certains jeunes suite à une information préoccupante ou à une action de prévention, et se déclinent à domicile ou dans le cadre d'un dispositif d'accueil (établissement, accueil familial).

### Rentrée scolaire dans les Pays de la Loire : 7 500 élèves supplémentaires

Insee Pays de la Loire - Rectorat de l'Académie de Nantes, "Faits et Chiffres" n° 482, novembre 2013

À la rentrée 2013, le nombre d'élèves du premier degré progresse. Dans les collèges, les effectifs continuent de croître, avec une hausse importante en classe de 4e. Le nombre de lycéens augmente également, en particulier dans la filière professionnelle avec 3,7 % de hausse par rapport à 2012.

### Chiffres-clés du service national de l'accueil téléphonique de l'enfance en danger (Snated)

Bulletin annuel du Snated, n°2, 2013, 4 pages

Données 2012 sur la typologie des appelants, des enfants en danger ou risquant de l'être, des dangers évoqués, des auteurs présumés à l'origine des dangers et sur les suites

apportées aux informations préoccupantes.

### **Écoutons ce que les enfants ont à nous dire !**

Unicef, novembre 2013, rapport de 52 pages et **résumé de 16 pages**

A l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant le 20 novembre, l'UNICEF France a publié les résultats de sa Consultation nationale des 6-18 ans, effectuée auprès de 22 500 enfants et adolescents vivant en France. Cette dernière met en lumière que près d'un enfant sur cinq (17%) vit dans une situation d'intégration sociale précaire dont 7% sont « déjà pris dans un processus de disqualification sociale », selon le rapport.

## Logement, Hébergement

### **Rapport annuel 2012 de l'observatoire du 115** et sa **synthèse**

Fnars, octobre 2013, 23 pages

En 2012, face à l'absence patente de places disponibles, de nombreuses personnes restent contraintes de vivre à la rue malgré leur appel au 115. Ainsi, l'activité du 115 révèle une nouvelle fois les limites de la gestion de l'urgence sociale, prise dans l'état d'une augmentation de la demande et d'une absence de solutions pour y répondre. Au-delà, le système dans son ensemble démontre son incapacité à sortir les personnes de l'urgence pour les accompagner vers des solutions plus pérennes. Cet état des lieux chiffré met en exergue la nécessité de mesures pour l'urgence sociale, portée par une volonté politique forte dans le cadre du plan quinquennal de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ; et des moyens pour la soutenir.

**Rapport national** **L'état du mal-logement en France**, 19<sup>ème</sup> rapport annuel

Fondation Abbé Pierre, janvier 2014, 312 pages

Ce 19<sup>ème</sup> rapport explore les liens entre logement et emploi, soutenant la thèse selon laquelle le logement (ou leur absence) et l'habitat peuvent générer d'importantes — et parfois graves — conséquences sociales dans la vie quotidienne des ménages. Mais ces liens peuvent, a contrario, constituer des éléments de développement et de stabilité.

## Statistiques

### **Memento, chiffres clés de la Mayenne**

Document réalisé par l'association interconsulaire de Mayenne, décembre 2013

Publication statistique sur l'économie du département de la Mayenne suivant 3 grands axes : territoires et population (dont enseignement et formation), emploi et marché du travail et tissu économique.

### **Population légale 2011 en Loire Atlantique : le dynamisme se poursuit**

Insee Pays de la Loire "Faits et Chiffres" n° 484, décembre 2013

La Loire-Atlantique est le département le plus peuplé des Pays de la Loire avec 1 296 000 habitants au 1er janvier 2011. C'est aussi celui dont le nombre d'habitants augmente le plus vite chaque année en valeur absolue : 12 500 par an. Les communes périurbaines de la grande couronne nantaise connaissent un dynamisme particulièrement marqué.

### **Population légale 2011 en Maine et Loire : une croissance démographique modérée**

Insee Pays de la Loire "Faits et Chiffres" n° 485, décembre 2013

Le Maine-et-Loire compte un peu plus de 790 000 habitants au 1er janvier 2011, ce qui en fait le deuxième département le plus peuplé de la région des Pays de la Loire. Depuis 2006, la progression de sa population se concentre principalement dans les communes périurbaines d'Angers.

### **Population légale 2011 en Mayenne : une croissance démographique modérée**

Insee Pays de la Loire "Faits et Chiffres" n° 486, décembre 2013

Au 1er janvier 2011, la Mayenne compte 307 000 habitants. C'est le département le moins peuplé de la région des Pays de la Loire. Depuis 2006, la population augmente à un rythme modéré, de l'ordre de 1 600 habitants supplémentaires chaque année. Le périurbain de Laval est la zone la plus dynamique du département.

### **Population légale 2011 en Sarthe : une croissance démographique modérée**

Insee Pays de la Loire "Faits et Chiffres" n° 487, décembre 2013

Au 1er janvier 2011, la Sarthe compte près de 566 000 habitants. Entre 2006 et 2011, le département a connu un dynamisme démographique modéré avec environ 2 500 personnes supplémentaires chaque année. Les communes de la deuxième couronne mancelle et celles situées sur l'axe reliant Le Mans à Angers sont les plus dynamiques.

## Population légale 2011 en Vendée : l'attractivité démographique se poursuit

Insee Pays de la Loire "Faits et Chiffres" n° 488, décembre 2013

Avec près de 642 000 habitants au 1er janvier 2011, la Vendée est le département de la région des Pays de la Loire qui enregistre le plus fort taux de croissance de sa population depuis 2006 : + 1,4 % chaque année. Les communes du rétro-littoral, ainsi que celles du nord du département, connaissent les croissances les plus fortes.

## Open data du Conseil général du Maine et Loire

Conseil général 49, 2013

Lors du Budget primitif de décembre 2011, le Conseil général de Maine-et-Loire a décidé de s'engager dans l'ouverture des données publiques. Ce projet s'inscrit dans le programme Anjou Dynamique Numérique (ADN) du Département, une démarche transversale visant à promouvoir et accompagner le développement des usages, contenus et services numériques sur le territoire. Une plateforme Opendata49 est ainsi créée pour rendre accessibles les données publiques de l'Anjou au plus grand nombre. Cette plateforme est ouverte gratuitement à toutes les collectivités et les organismes publics de Maine-et-Loire qui souhaitent ouvrir et mettre à disposition leurs données. Cette initiative s'inscrit dans la poursuite des actions de mutualisation déjà mises en place à l'échelle départementale et qui favorisent les économies d'échelle des dépenses publiques.

## Open data de la DREES

Santé, protection sociale, Direction "Recherche, Etudes, Evaluations et statistiques"

L'espace « data.drees » est dédié à la diffusion des données produites par la Drees, il permet la mise à disposition de tableaux de données personnalisables directement par l'utilisateur. Les données sont librement réutilisables selon les conditions relatives à la réutilisation des informations publiques.

MEMBRES DE LA PLATEFORME	
COMITE TECHNIQUE	AUTRES MEMBRES
<p>ARS Pays de la Loire Conseil général de Loire-Atlantique Conseil général de Maine-et-Loire Conseil général de la Sarthe Conseil général de Vendée Conseil régional des Pays de la Loire Direction régionale de l'INSEE Directions départementales de la cohésion sociale 44 ; 49 ; 72 ; 85 et de la protection des populations : 53 DRJSCS Pays de la Loire</p>	<p>Caisses d'allocation familiales CARSAT Pays de la Loire CREAI Pays de la Loire DIRECCTE Pays de la Loire DTPJJ Loire Atlantique-Vendée DREAL Pays de la Loire les MDPH MSA ORS Pays de la Loire Préfecture des Pays de la Loire Rectorat de l'académie de Nantes</p>



Editeur :  
Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays de la Loire

Nous contacter :  
drjscs44-plateforme(arobase)drjscs(point)gouv(point)fr  
[www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr](http://www.pays-de-la-loire.drjscs.gouv.fr)

| S'inscrire | Se désinscrire |